

« Continuer sur notre lancée »

L'invité du lundi. À Saint-Nazaire-de-Pézan, le maire Robert Pistilli a initié une sortie des produits phytosanitaires dès 2008.

A lors que la loi de transition énergétique, a initié, depuis le 1^{er} janvier, une interdiction de l'usage des produits phytosanitaires par l'État, les collectivités locales et établissements publics pour l'entretien des espaces verts, promenades, forêts et les voiries, à Saint-Nazaire-de-Pézan, cet objectif est depuis longtemps atteint. Pourquoi ?

Quand j'ai été élu, en 2008, on utilisait du chlorate pour désherber, produit maintenant interdit car très toxique. J'ai donc demandé aux employés de ne plus l'utiliser.

Mais qu'est-ce qui vous a sensibilisé à cette question ?

Je suis chimiste de formation et j'ai travaillé dans un laboratoire de produits phytosanitaires, situé à Aigues-Vives. Et donc je connais très bien tous ces produits décomposés en trois grandes familles : les désherbants, qui tuent les plantes, les fongicides, qui les soignent et les insecticides qui tuent les insectes. Et chaque élément agit différemment. Nous, dans les communes, ce qu'on utilise surtout, c'est le désherbant. Après, les agriculteurs utilisent beaucoup plus les deux autres. Moi, j'ai demandé aux employés municipaux de ne plus utiliser ces produits car j'en connaissais les risques et les dangers. À l'usine, nous avions des moyens pour nous protéger, qui n'existaient pas la commune. À chaque fois, on dit, je suis le plus fort. Quand vous trempez la main dans du désherbant, vous ne sentez rien, mais vous avez quand même un contact qui se fait au niveau de la peau. Et donc ça pénètre à l'intérieur du corps humain. Il y a un risque

d'exposition. Faites la même chose avec de l'acide sulfurique, trempez votre main. Vous ne sentirez rien sur le moment. Mais le produit va pourtant après vous bouffer la main jusqu'à l'os. C'est dangereux.

Comment ont réagi les employés municipaux ?

Ils ne voyaient pas cette dangerosité. Passer du désherbant dans le cimetière, on en a pour une heure ou deux. Là, le désherber à la main, on mettait une semaine. Donc ça a râlé, beaucoup. Il a fallu leur expliquer tout ce qu'ils ne voyaient pas. Il a fallu insister, expliquer, leur montrer... Après on a aussi des agriculteurs, qui sont dans le conseil municipal, qui utilisent des produits et qui n'étaient pas forcément sensibilisés. Mais qui l'ont été après coup. Parce que les désherbants, c'est aussi les abeilles. Et donc pollinisation donc production. La santé n'était pas évidente, mais ce côté flore et faune leur parlait plus. Ce sont généralement des gens qui aiment la nature. Donc ils ont dit pourquoi pas.

Vous avez donc engagé des démarches officielles...

Il y a quand même un point, qui n'est pas négligeable pour nous, c'est qu'on touche des subventions, notamment pour acheter du matériel. Quand les employés ont commencé au petit couteau pour enlever les pissenlits, aujourd'hui, on est en train de regarder pour du matériel conséquent avec des débroussailleuses qui vont nous faire économiser des jours de travail par une action uniquement mécanique.

La communauté de communes s'est elle aussi orientée vers cet objectif...



■ Claude Christen, Frédéric Dalle et Robert Pistilli avec le nouveau panneau de ville.

E. BE

Une étude a été lancée fin 2015 et s'est poursuivie en 2016. Deux personnes ont été mandatées. À partir de là, on va prendre nos dispositions. On est en train de monter des dossiers pour les devis et les subventions. On va acheter et continuer sur notre lancée.

Depuis 2008, quelles sont les évolutions dans votre village ?

On a utilisé du matériel de manière à sensibiliser les employés, comme un désherbeur thermique. Au début, on s'est fait une fabrication maison d'une machine achetée. On a aussi mis une personne dédiée à cela. Du côté des administrés, ce n'est pas toujours simple. On se fait disputer quand les rosiers du cime-

tière ne sont pas coupés. Mais on explique. Via notre lettre d'infos municipales, on en parle tous les mois, on essaie d'impliquer les gens. Au niveau de la communauté de communes, on a aussi été les précurseurs, il y a deux ans, à avoir un composteur collectif. On a déjà commencé à distribuer gratuitement du compost.

Est-ce vous avez pu noter un changement des mentalités chez les particuliers ?

Saint-Nazaire est quand même très environnement, depuis toujours. Parce qu'il y a des chasseurs, des agriculteurs, des gens de la ville qui ont envie d'être tranquilles. Les gens sont sensibilisés. Après, on a des retours, des deman-

des pour acheter du matériel. Beaucoup de gens nous félicitent. On s'occupe aussi de la gestion de l'eau. On choisit des plantes vivaces et méditerranéennes qui consomment moins d'eau. On mène une réflexion depuis plusieurs années. 80 % de la surface de la commune est inondable, on est donc forcément très sensibles à la question de l'eau. On entretient le marais, nos réseaux, nos fossés...

Vous travaillez également sur l'énergie ?

On travaille pour tout mettre en LED. Comme on n'arrive pas à gagner des sous, on essaie d'éviter d'en dépenser. Avec des astuces comme ça ou du double-vitrage sur toutes nos fenêtres par exemple.

Vous venez aussi d'être labellisé "Terre saine" en décembre dernier...

Ce label c'est le plus haut, il possède un niveau national. On aurait dû aller à Paris le 1^{er} décembre au ministère de l'Environnement, mais la remise des prix a été reportée. C'est la Fredon (organisme à vocation sanitaire chargé de la santé des végétaux, NDLR) Languedoc-Roussillon qui a porté le dossier car, avec eux, nous avons déjà avancé dans la charte "Objectif zéro phyto".

Est-ce qu'il y a une certaine pédagogie que vous souhaitez également mettre en place dans la commune ?

On travaille beaucoup avec les écoles. Et avec la communauté de communes qui nous accompagne. Tous ces projets environnement, préservation du cadre de vie, sont privilégiés dans nos écoles.

Le "zéro phyto" est-il facilement applicable dans une ville de plus grande taille, comme Lunel ?

Ce ne sera pas simple. Il y a beaucoup de choses à mettre en place, différentes contraintes techniques. Nous quand on explique aux gens, on a 280 foyers. À Lunel, ils sont 28 000. Il faudra du temps, mais c'est obligatoire, donc il faut y aller.

RECUEILLIS PAR ÉMILIE BEC
ebec@midilibre.com

► (*) Le label national Terre saine, communes sans pesticides, a pour objectif de valoriser les collectivités n'utilisant plus de pesticides, de soutenir les démarches dans les territoires et de créer un réseau national pour faciliter le "zéro pesticide". Il est renouvelé chaque année.

DÉPLACEMENT DE L'A9 À MONTPELLIER

RÉALISÉ ET FINANCÉ PAR VINCI AUTOROUTES

Pour sécuriser et fluidifier le trafic en 2017



www.vinci-autoroutes.com

VISITES DE CHANTIER JUSQU'À FIN AVRIL !

DÉCOUVREZ LES COULISSES DU PLUS IMPORTANT CHANTIER AUTOROUTIER DE FRANCE

Mises en place depuis début 2016, riverains, habitants de l'agglomération montpelliéraine ou simples curieux, vous êtes plus de 2 000 à être venus découvrir de l'intérieur le chantier de l'A9.

Organisées de manière régulière, ces visites sont encadrées et commentées par l'un des 5 agents de liaison en charge du déplacement de l'A9 à Montpellier et s'étalent sur une demi-journée.



INSCRIPTION OBLIGATOIRE
AU 09 67 28 28 18,
dans la limite
des places disponibles

réseau ASF